



Guerre en Ukraine Réflexions et propositions d'actions syndicales internationalistes

Cette note est établie à partir du point fait lors du Bureau national de mars, de contributions d'organisations membres, du travail de la commission internationale, d'échanges intersyndicaux tant nationaux via l'intersyndicale CGT/FSU/Solidaires qu'internationaux via le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#). Tout ceci est aussi alimenté par les échanges et réflexions au sein de cadres unitaires plus larges dans lesquels nous sommes présents¹.

Au-delà des constats et analyses, le syndicalisme a pour rôle d'agir. Les propositions qui suivent reposent sur le travail international mené par Solidaires depuis des années et s'articulent avec les initiatives, contacts et publications de ces derniers jours. Elles permettent de répondre, sur la base d'actions concrètes et non de polémiques inutiles, au sectarisme de quelques communications d'autres organisations syndicales, et surtout à l'hypocrisie de celles provenant du gouvernement et du patronat.

La note introductive au débat du Bureau national du 9 mars rappelait le positionnement de l'Union syndicale Solidaires dès le premier jour de la guerre (en réalité avant même le début de cette guerre, car ceci s'inscrit dans la tradition et la pratique syndicalistes internationalistes que nous essayons de mettre en œuvre) : retrait immédiat des troupes russes - droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à s'auto-déterminer - nécessité d'un cessez le feu immédiat et de la construction d'une paix négociée - soutien aux personnes qui luttent contre la guerre, notamment dans les pays en guerre - accueil digne et massif de tous les réfugié-es, d'où qu'elles/ils viennent et lutte contre toutes les inégalités et discriminations, - participation, sur nos bases, aux mobilisations et manifestations pour la paix – participation, si possible unitaire, aux initiatives de solidarité avec la population ukrainienne, par exemple de type "convoi syndical" pour apporter du matériel de secours, dénonciation du nationalisme et du capitalisme cause de guerre - internationalisme comme alternative au nationalisme - nécessaire lutte pour disparition des paradis fiscaux - urgence d'une transition écologique vers la fin de l'utilisation massive des énergies fossiles.

C'est le pouvoir russe, le régime de Poutine, qui porte la responsabilité de cette guerre. Nous devons partir de ce constat. Il s'agit, après notamment l'annexion de la Crimée, d'une nouvelle intervention militaire impérialiste, de la part d'un régime dictatorial qui exerce une très forte répression voire un écrasement des mouvements populaires, dont le mouvement syndical lorsqu'il est indépendant (Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan encore récemment).

Ce constat ne retire rien au fait que nous étions, depuis longtemps, partie prenante de collectifs et initiatives réclamant la dissolution de l'OTAN. Il n'y a aucune raison de remettre cela en cause, c'est un de nos rôles en tant qu'organisation d'un pays membre de l'OTAN, mais l'exigence de dissolution de l'OTAN ne doit pas être utilisée comme un argument qui viserait, volontairement ou non, à « équilibrer » les responsabilités vis-à-vis de ce qui se passe en Ukraine.

¹ Voir par exemple : les publications [Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine](#) sur l'initiative des éditions Syllepse, avec notamment *Les utopiques* et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes ; le [Collectif des Marches pour la paix](#) dont Solidaires est membre ; l'initiative européenne *Stop war in Ukraine*, rassemblant les organisations syndicales de la mouvance [Alter summit](#), des organisations politiques et associatives, des individualités.

Pour Solidaires, le mot d'ordre de « construction d'une paix négociée » renvoie-à l'idée qu'une guerre, en dehors de l'écrasement d'une des parties engagée, ne peut finir que par un accord multilatéral. Pour autant après discussion postérieure au bureau national, il apparaît que ce mot d'ordre peut être compris (et parfois utilisé) comme renvoyant dos à dos agresseurs et agressés en leur demandant de trouver une solution « raisonnable », alors que la population ukrainienne est agressée et entrée en résistance. Le secrétariat national propose de ne pas utiliser ce mot d'ordre en attendant de nouvelles discussions des instances de l'Union début avril. En effet, il ne s'agit pas d'avaliser les avancées militaires russes. Ce serait s'aligner sur la politique de celles et ceux qui se limitaient à dire « paix au Vietnam » ou « paix en Algérie », en gommant la résistance des peuples vietnamiens, algériens, en refusant de soutenir celles et ceux qui résistaient aux forces d'occupation et de répression. **Pour l'heure, sur le sujet dont nous parlons ici, il faut soutenir la lutte de la population d'Ukraine contre l'invasion militaire russe, pas revendiquer une « paix négociée » sur la base d'un rapport de force qui entérinerait la situation créée par l'agression impérialiste de l'État russe, par la barbarie militaire en action depuis le 24 février.**

A propos du gouvernement ukrainien, des forces politiques présentes en Ukraine : le premier est critiquable, c'est une évidence. Mais il n'a rien de comparable à une dictature. Parmi les secondes, il existe des groupes d'extrême droite ; cela renforce la **nécessité pour nous d'avoir des contacts directs, notamment avec des syndicalistes**, mais ça ne justifie aucune restriction au soutien à la résistance contre l'invasion et l'occupation russes (des forces d'extrême droite existent en France ; heureusement, nos partenaires internationaux n'ont pas décidé de rompre les relations avec nous pour autant). L'histoire de la Résistance en France lors de la seconde Guerre mondiale rappelle aussi la grande diversité des origines politiques des personnes qui s'y sont investies. Un des enjeux étant que le mouvement ouvrier y pèse le plus possible.

Avec la résistance ukrainienne, l'autre clef de la situation est ce qui se passe en Russie, avec les mouvements de contestation et/ou refus de la guerre, avec les « interrogations » qui se font jour parmi les soldats. **Soutenir la résistance en Ukraine et les désobéissances en Russie sont des impératifs aujourd'hui**, car on ne construira pas la paix et la justice dans le monde si la résistance ukrainienne est écrasée et que le régime de Poutine sort renforcé par la guerre.

Notre propos n'est ni celui d'organisations humanitaires, ni celui d'institutions type ONU, ni de commentateurs ou commentatrices de l'actualité internationale. Nous pouvons bien entendu nous nourrir d'analyses diverses, nous ne pouvons pas nous limiter aux analyses et à débattre des insuffisances de tel ou tel texte. **Notre activité syndicale internationaliste doit être... syndicale** ; syndicale au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire en assumant toute sa dimension politique, mais à partir de la défense et des intérêts de notre classe sociale et dans une perspective émancipatrice. Tous ces mots ont un aspect dérisoire dans une situation de guerre. Pour limiter le caractère dérisoire de notre activité face à cette situation, nous proposons quelques axes de travail pour notre Union syndicale Solidaires.

-
- **Les peuples d'Ukraine** sont directement touchés par la guerre et ses effroyables conséquences. Disposer des moyens pour résister est, pour eux, une nécessité vitale.
 - **Soutenir les millions de personnes condamnées à l'exil** en est une autre. Ce sont deux impératifs vitaux pour les populations locales, deux axes prioritaires pour notre engagement syndical internationaliste.
 - Le troisième axe est le **soutien (notamment par l'information) à celles et ceux qui, en Russie, combattent la guerre et le régime de Poutine.**

Tout cela, faisons-le à partir de nos réalités, nos actions, ici et maintenant. Cela ne nous empêche pas de débattre de la situation et de travailler avec d'autres mais ce sera plus utile que de multiplier les déclarations conclues par un appel aux gouvernements, à l'Union européenne ou autre institution organisatrice de l'ordre capitaliste qui est au cœur de la situation actuelle.

- 1 -

Une de nos priorités est de donner la parole aux syndicalistes d'Ukraine, de Russie, de Biélorussie, de Pologne, etc. Nous devons poursuivre et amplifier le travail entamé à travers le Réseau syndical international de solidarité et de luttes. [Plusieurs déclarations, appels et interviews ont été publiés](#) et le travail se poursuit. Des organisations Solidaires ont communiqué à partir des réalités de leur secteur professionnel ; c'est important.

Il faut continuer à faire connaître les expressions et actions des syndicalistes dans les pays concernés, poursuivre le travail de contacts, échanges, etc. La note journalière, le site et les différents canaux d'information Solidaires seront utilisés pour cela, à travers une page dédiée.

Sont envisagées des « **meetings** » (visio) avec des camarades syndicalistes de cette région du monde. Ceci, tant dans le cadre de l'intersyndicale CGT/FSU/Solidaires que du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

Par ailleurs, nous publierons prochainement une **note présentant les forces syndicales en Ukraine, Russie, Biélorussie.**

- 2 -

Concernant les réfugié-es, l'Union syndicale Solidaires et plusieurs des organisations membres interviennent sur ce sujet depuis bien longtemps. Face à la situation présente des initiatives spécifiques ont été prises : par exemple, par [SUD-Rail](#) ou [SUD Education](#). Celles-ci s'inscrivent, bien évidemment, à la fois dans le moment que nous vivons et dans le positionnement de fond de notre organisation. Nous parlons bien, dans le cas présent, des « réfugié-es d'Ukraine » et pas des « réfugié-es de nationalité ukrainienne ».

Ce que nous pouvons obtenir pour elles et eux doit servir de point d'appui pour montrer que c'est possible pour toutes et tous les réfugié-es. C'est une évidence pour toutes et tous les camarades de Solidaires impliqué-es dans ces luttes depuis des années ; mais peut-être que cela va mieux en le (re)disant. En France (pas seulement, bien sûr), depuis des années, les gouvernements mènent des politiques racistes, façonnent un racisme structurel. Il n'est donc pas étonnant de retrouver cet insupportable rhétorique à travers les réfugié-es venant d'Ukraine. Des choses sont présentées comme « possibles », « normales », pour la majeure partie des réfugié-es venant d'Ukraine ? Alors, faisons en sorte qu'elles le soient pour toutes les personnes migrantes ! Expliquons-le sans relâche. Ajoutons que lorsqu'on parle de réfugié-es, de migrant-es, d'exilé-es, les grèves de travailleurs sans-papiers comme celles de DPD, Chronopost et RSI soutenues par Solidaires depuis des mois en Ile-de-France sont aussi en plein dans le sujet ; le soutien actif est une des réponses à celles et ceux qui veulent trier les réfugié-es.

- 3 -

Localement, des collectifs, des militantes et militants Solidaires, sont impliqué-es dans des initiatives visant à faire parvenir à la population d'Ukraine ce qui lui est nécessaire pour vivre, survivre, continuer la résistance à l'agression de l'Etat russe. Nous pouvons être utile en faisant connaître ces initiatives, en mettant en contact avec des syndicalistes d'Ukraine, de Pologne, etc., comme nous avons commencé à le faire, grâce au Réseau syndical international de solidarité et de luttes et à divers contacts de militantes et militants qu'il faut continuer à collectiviser. Un convoi part ces jours-ci de Bretagne, [dans un cadre associatif préexistant](#) dans lequel des camarades de Solidaires Finistère sont investi-es ; nous avons aidé aux contacts en Pologne, Roumanie et Ukraine et répondu positivement au soutien financier pour permettre cette première réalisation. Dans diverses régions, des structures, des militantes et militants Solidaires participent à des initiatives similaires ; nous ferons le nécessaire pour répondre au mieux aux sollicitations, notamment pour les demandes de contacts.

Nous sommes à l'origine de discussions pour organiser des initiatives similaires au plan national et international. Deux projets sont lancés.

En France, une intersyndicale CGT/FSU/Solidaires s'est mise en place. Outre l'échange d'informations, elle travaille sur la construction d'un tel convoi, dont la proposition a été faite aussi à CFDT, FO, CFTC, CGC et UNSA. Une réunion doit se tenir dans quelques jours pour avancer dans le projet.

Au sein du Réseau syndical international de solidarité et de luttes ; là, l'idée est d'organiser quelque chose qui aurait lieu dans la suite de la rencontre du Réseau, du 21 au 24 avril à Dijon. Cela permettrait à des organisations présentes en France à cette occasion de participer à l'initiative, de lui donner un caractère internationaliste encore plus affirmé ; les camarades de CSP-Conlutas (Brésil), d'ores et déjà, sont partant-es ; les camarades d'OZZ IP (Pologne) sont déjà très largement impliqué.es dans l'actuel travail syndical internationaliste (accueil des personnes réfugiées, liens avec des syndicalistes d'Ukraine, etc.).

Des militantes et militants de Solidaires ont l'expérience de l'association Convoi syndical, active par exemple lors des guerres en Bosnie, en Tchétchénie. Des structures membres de Solidaires ont indiqué leur volonté de participer à ce type d'initiatives. Nous continuons à travailler sur ces deux projets. Concernant l'aspect financier, proposition est faite de lancer un appel à souscription pour ces convois, d'utiliser la somme prévue pour les activités internationales de l'an dernier (non dépensée vue la situation sanitaire), et de discuter lors du prochain Comité national d'un abondement exceptionnel lié à la situation exceptionnelle, de lancer un appel à souscription pour ces convois. Pour rendre les choses plus « lisibles », nous utilisons le compte de Convoi syndical.

Une note spécifique sera faite sur cette question de la solidarité financière, présentant les projets et donnant les informations concrètes pour souscrire.

- 4 -

Au-delà de l'urgence et des réponses que nous pouvons tenter d'y apporter, la guerre en Ukraine amène aussi à se reposer les **questions liées aux ventes d'armes, à la fabrication d'armes et donc à la reconversion, aux budgets engloutis dans l'armement, aux politiques militaristes, aux guerres qui ont lieu ailleurs dans le monde.** N'oublions pas que l'État français a vendu des armes à la Russie jusqu'en 2020. Un travail de réflexion avec des collectifs militants intervenant sur ces sujets est à reprendre, dans une perspective syndicale. Il n'a d'intérêt que s'il repose sur un lien réel avec les collectifs syndicaux que nous avons dans les secteurs les plus directement concernés.

- 5 -

Pour l'Union syndicale Solidaires, le soutien aux populations d'Ukraine et la lutte contre cette guerre ne doivent **pas se faire au détriment d'autre champs de notre activité internationale, d'autres causes** (Palestine, Kurdistan, Syrie, Françafrique, Afghanistan, Chiapas, etc.) A ce propos, dans la suite de liens anciens et repris en 2021, nous travaillons à la venue en France de militantes afghanes de Rawa, association de femmes qui luttent pour les droits des femmes, pour le respect des droits humains, contre la guerre, depuis 1977 et donc contre l'occupation soviétique, contre les talibans, contre l'occupation américaine... Nous ne perdons pas de vue que les actions gouvernementales et européennes mises en œuvre aujourd'hui : sanctions, livraisons d'armes... sont jugées intolérables en particulier en ce qui concerne la situation en Palestine confrontée au refus d'application du droit international par Israël et à la criminalisation des Palestinien·nes qui résistent et de ceux et celles qui les soutiennent. Palestine ou Kurdistan... On est bien dans le 2 poids, 2 mesures montrant, comme s'agissant des réfugié-es, la duplicité de ceux et celles qui nous dirigent.

- 6 -

Au sein de la commission internationale, un groupe spécifique a été mise en place : ukraine@solidaires.org Comme la commission internationale (et les autres commissions !), il est ouvert à toutes les structures professionnelles et interprofessionnelles de notre Union.